

# Une économie en déroute

*L'article qui suit n'est pas l'avis autorisé d'un spécialiste des choses de l'économie. Tout au plus un condensé de causeries avec des personnes de milieux divers, d'observations et d'opinions, souvent simplistes et naïves, d'un journaliste qui a mal dans sa peau de citoyen consommateur.*

**L**a Mauritanie ressemble, de plus en plus, à un navire en perdition, ballottée entre les suites interminables d'un putsch raté, une élection présidentielle encore mal digérée et une crise économique dont les conséquences confinent déjà au désastre. Comme disait "un quelqu'un": "ce n'est plus un État, c'est une catastrophe".

Nul besoin, quelquefois, d'être un expert pour la voir venir, la catastrophe. Il suffit d'ouvrir la moitié d'un œil, d'avoir l'oreille attentive aux bruits et rumeurs que les médias officiels évitent -conscientement- de publier ou diffuser.

## Constats

Si l'on n'y apprécie pas toujours les choses de la même manière, les salons des quartiers huppés de Teyragh Zeïna et les bus dégingués du petit peuple bruissent des mêmes rumeurs, sur le ton du désabusement ou de la crainte. De l'indignation, souvent, du cynisme, quelquefois. Les prix des produits de première nécessité se sont envolés, riz, sucre, huile de cuisine, thé, viande et poisson coûtent aujourd'hui leur pesant d'or. La monnaie nationale a largué les amarres. Plus exactement, les pressions spéculatrices, la faiblesse de l'économie réelle, le laxisme et la gabegie (caractéristiques principales de notre institution monétaire) donnent à l'ouguiya des airs de zaïre, la défunte monnaie de feu Mobutu Sésé Séko, l'une et l'autre, de triste mémoire. La monnaie est donc en débandade. En moins d'une année, la parité de l'ouguiya et de l'euro est passée de 240 contre 1 à 410 contre 1. Au marché noir, c'est vrai, mais dans ce pays, c'est le seul à l'aune duquel se mesure avec assez de justesse l'efficacité et la réalité de l'économie. Rien ne semble pouvoir arrêter ou seulement freiner sa chute. Et rien ne dit, d'ailleurs, qu'une quelconque autorité politique ou monétaire sente le besoin de mesures salvatrices.

Ajoutez à cela la systématisation des pratiques prédatrices des banques primaires, dont les façades rutilantes cachent à peine un état d'arrière boutiques lépreuses, des groupes d'affaires tout puissants qui ont mis l'État en coupe réglée, les cascades d'affaires et de scandales étouffés, les réseaux de blanchiment d'argent sale qui tiennent le haut du pavé, les règlements de compte sanglants pour raison de gros sous, l'irruption de l'escroquerie dans les mœurs, des "Cavaliers du chagement" sillonnant le désert, et préparant avec obstination la chute du pouvoir... Et vous avez quoi? Une Mauritanie irrémédiablement engagée dans un processus de zairisation avancée.

## Du soutien à l'Irak à la reconnaissance d'Israël

Le mal vient de loin. De l'État d'exception milita-

risé qui a érigé l'enrichissement illicite en règle de conduite pour les responsables des deniers publics et qui a inauguré le compagnonnage malsain des hauts fonctionnaires et des hommes d'affaires.

Son soutien à l'Irak de Saddam Hussein (1990) vaut à la Mauritanie une espèce d'ostracisme que renforce un activisme diplomatique sénégalais présentant la Mauritanie tout à la fois comme le pays de l'esclavage et la patrie de l'apartheid en mode mineur. Image doublement dévastatrice, qui contraint le pouvoir militaire de l'époque à des concessions politiques et économiques face à ses partenaires occidentaux traditionnels. Un processus démocratique lui permettant d'intégrer le camp des régimes politiquement fréquentables, mais, surtout, une pleine et entière soumission aux canons économiques des institutions financières internationales. Traumatisée par l'embargo non déclaré subi entre la fin 1989 et début 1991, la Mauritanie n'hésitera pas à en faire trop. La reconnaissance d'Israël et l'établissement de relations diplomatiques avec ce pays, quelques années plus tard, figurent parmi les éléments de sa stratégie pour s'amarrer au camp occidental, au char du leader états-unien, en particulier. Syndrome des fourches caudines! Amorcé au milieu des années 80, le formatage de l'économie mauritanienne aux normes de la mondialisation se donne une nouvelle vigueur.

## Démantèlement et bradage des entreprises publiques

La restructuration de l'économie passe évidemment par la réduction des fonctions de production et de gestion de l'État, et l'élévation de l'entreprise privée sur un piédestal. Rien n'est plus ni trop beau ni trop grand pour nos vaillants opérateurs privés dont on découvre subitement les vertus et l'efficacité managériales. Le démantèlement et le bradage des entreprises publiques, le blocage des recrutements à la Fonction publique se traduisent par des coûts sociaux intolérables: travailleurs jetés à la rue, des centaines de diplômés chômeurs, des dizaines de milliers de filles et de garçons contraints à l'oisiveté, aux petits boulots ou à l'exil.

Le libéralisme à la mauritanienne a ses spécificités, dont la plus remarquable est qu'il est discriminatoire. Pendant qu'il est mis fin aux monopoles de l'État (assurances, transport aérien, télécommunications) des syndicats patronaux, gérés en cartels, exercent un pouvoir exclusif et absolu sur leur secteur d'activité, et bénéficient de la protection sourcilieuse de l'État, en violation de droits inscrits dans la constitution: la Fédération nationale des transports (FNT) est ainsi un État dans l'État, exerçant jusqu'à des fonctions régaliennes d'un pouvoir hautement centralisé. Il en est de

Suite en page 3

# Une économie en déroute

Suite de Une

même, à un degré moindre, de la Fédération des boulangeries qui n'hésite pas à user de l'entente illicite, et à imposer au consommateur le poids et le prix de son pain. Il est vrai que la mission de la FNT, si l'on en croit de mauvaises langues, ne se réduit pas à la seule exploitation des transports routiers, et qu'elle intègre des activités d'information indispensables à un Etat hanté par les considérations sécuritaires.

Les Mauritaniens ont le sentiment de subir la tyrannie des milieux d'affaires (commerçants, spéculateurs). Ils en arrivent presque à oublier l'autre versant de leurs malheurs économiques. Car l'homme d'affaires véreux a son double mimétique: le fonctionnaire indélicat. Doux euphémisme, car on n'est plus à l'époque "heureuse", et presque innocente, des petits détournements indolores. Zairisation oblige, voici le temps des prédateurs. Retour sur le marché de dupes de la libéralisation économique. Afin de garantir la transparence de la gestion des millions de dollars injectés dans l'économie, les bailleurs inventent des modes de gestion dont l'axe principal est la création de structures autonomes vis à vis de l'Etat, sous la forme de projets. Depuis ceux-ci ont proliféré, et les techniques de détournement d'objet du crédit se sont affinées en conséquence, fondées sur une parfaite maîtrise des procédures des institutions financières, et sur des réseaux de complicité redoutablement efficaces.

## Dimension sociologique de la crise

Il y a un indéniable lien entre la perversion du processus démocratique mauritanien et le pourrissement des mœurs économiques. Non un rapport de cause à effet, mais de multiplication. L'opacité économique accroît les facteurs de blocage politique, et la non-transparence politique accentue la criminalisation de l'économie. Les pratiques frauduleuses dans le champ politique ont renforcé une opinion dominante dans certains milieux d'affaires: celle du "tout est permis", de "l'accumulation capitaliste justifiant tous les moyens et tous les coups tordus." Résultat, nous vivons dans une économie "informalisée" et se développant, pour une large part, en dehors de toutes règles juridiques et morales.

Le mal vient de très haut. Plus exactement, la reconnaissance du mal, et la complaisance face à ses manifestations. Dans un discours prononcé à Aleg, il y a quelques mois, le chef de l'Etat fait allusion aux luxueux palais que possèdent de nombreux hauts fonctionnaires, pour conclure, dans un sourire bienveillant, "que dès lors qu'ils investissaient dans leur pays et non à l'étranger...". Il n'est dès lors pas étonnant de constater un effacement de la conscience citoyenne, et les progrès rapides de ce qu'il faut bien appeler une gangrène morale. Qui est en voie d'infecter des pans entiers de la société. La jeunesse dorée des quartiers riches est depuis longtemps profondément atteinte. Elle n'a jamais connu les valeurs de travail, et ne rêve qu'argent facile, grosses cylindrées et parties branchées. Pire, ceux d'entre eux qui ont fait les meilleures écoles occidentales ont vite fait d'oublier les principes fondamentaux de l'entreprise et de la saine concurrence libérale, et se laissent

dévoré par le climat délétère des "affaires" mauritaniennes. Le libéralisme sans règle ne fait pas seulement obstacle à l'avenir, il étouffe le passé et les valeurs de probité et d'équité qui ont longtemps fait la fierté de nos sociétés. L'affairisme est aujourd'hui la maladie la mieux partagée, et des communautés entières qui jusqu'ici faisaient corps avec les principes islamiques de solidarité sociale et de compassion pour les plus faibles, se transforment - un comble pour des hommes du désert- en piranhas.

## L'Etat clochard

La Mauritanie passe pour un des bons élèves des institutions financières internationales. Grands équilibres macroéconomiques rétablis, taux de croissance respectable (5% par an, en moyenne), bénéficie des remises au titre du PPT. De quoi se plaint le peuple? D'avoir César, ses prétoriens et les publicains, et de n'avoir ni le pain ni les jeux. Le peuple n'a pas de culture économique. Comme moi, il doit penser que tout cela ne remplit pas le ventre d'une marmaille affolée par la faim. Mais ce qui le révolte davantage, c'est le constat d'une société à deux vitesses, que peu de choses justifient. Et surtout pas une véritable création de richesses. 5% de taux de croissance, ce ne sont pas les 8 ou 10% de l'Inde et de la Chine, et c'est toujours mieux que rien. Il se demande juste quelle réalité cela recouvre dans une économie dont la part émergée, doit à peine représenter le tiers de l'économie réelle. Le peuple ne pense peut-être pas tout cela, mais il ne serait pas étonnant qu'il le fasse. Car ce qu'il voit illustre la réalité d'un double discours à deux voix. Entre les bailleurs de fonds et l'Etat, il y a comme une étrange connivence, dans une farce dont lui seul est le dindon. Les sacrifices et la pénurie pour la majorité démunie, les gros profits pour les économies occidentales, les avantages et la richesse pour une minorité de profiteurs locaux.

La fracture sociale s'accroît, de jour en jour, et les programmes de lutte contre la pauvreté n'y changeront pas grand chose. Parce qu'ils sont une goutte d'eau dans un océan de misère. Et l'aveu que, contrairement aux discours officiels, le libéralisme aux couleurs mauritaniennes n'est pas générateur de revenus pour le plus grand nombre.

Les prétentions du libéralisme tous azimuts greffé sur nos réalités ont abouti à un résultat indéniable: l'affaiblissement progressif de l'Etat, à l'exception de ses fonctions de répression. Quand les moyens d'action sont inexistant, que les salaires des fonctionnaires sont étiques, et que les ministres font la courbette devant les hommes d'affaires, il y a quelque chose de pourri dans le royaume. L'objectif est atteint, car la clochardisation de l'Etat était l'une des conditions nécessaires à sa transformation en simple instrument du marché international et des entreprises privées locales.

Il est à craindre que ce soit le premier grand pas vers l'anomie.

ABDOULAYE CIRÉ BA